

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

26 FÉVRIER 1997

PROJET DE LOI

**relatif à l'amélioration de la
procédure pénale au stade de
l'information et de l'instruction**

AMENDEMENTS

N° 18 DE M. BOURGEOIS

Art. 5

**A l'article 28^{quater} proposé, supprimer les
alinéas 1^{er} et 2.**

JUSTIFICATION

Cet amendement doit être lu conjointement avec un amendement présenté simultanément à l'article 6. Cet autre amendement vise en effet à regrouper les dispositions relatives à l'intentement de l'action publique dans une section distincte composée des articles 47, 47^{bis} et 47^{ter}.

Les dispositions relatives à l'intentement de l'action publique ne sont pas à leur place dans une section traitant de l'information.

Voir :

- 857 - 96 / 97 :

— N° 1 : Projet de loi.

— N°s 2 à 4 : Amendements.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

26 FEBRUARI 1997

WETSONTWERP

**tot verbetering van de
strafrechtspleging in het stadium van
het opsporingsonderzoek en het
gerechtelijk onderzoek**

AMENDEMENTEN

N° 18 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 5

**In het voorgestelde artikel 28^{quater}, de eer-
ste twee leden weglaten.**

VERANTWOORDING

Dit amendement kan niet los gelezen worden van een gelijktijdig neergelegd amendement op artikel 6. Voorgesteld wordt immers om de bepalingen aangaande de instelling van de strafvordering onder te brengen in een aparte afdeling in de artikelen 47, 47^{bis} en 47^{ter}.

De bepalingen aangaande het instellen van de strafvordering horen mijns inziens niet thuis in de afdeling aangaande het opsporingsonderzoek.

Zie :

- 857 - 96 / 97 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

— N°s 2 tot 4 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

N° 19 DE M. BOURGEOIS

Art. 6

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 6. — Dans le même Code, livre I^{er}, chapitre IV, il est inséré une section III dans laquelle l'article 47 est remplacé par les articles suivants, libellés comme suit :

« Section III. — De l'intentement de l'action publique

Art. 47. — Le ministère public juge de l'opportunité des poursuites. Il exerce l'action publique suivant les modalités prévues par la loi.

Art. 47bis. — Hors les cas énoncés dans les articles 32 et 46, le ministère public, instruit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis dans son arrondissement un crime ou un délit, ou qu'une personne [qui est inculpée d'un crime ou d'un délit] se trouve dans son arrondissement, pourra requérir le juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé, même de se transporter, s'il est besoin, sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous les procès-verbaux nécessaires, ainsi qu'il sera dit au chapitre « Des juges d'instruction ».

Art. 47ter. — Lorsque le ministère public juge inopportun d'intenter une action publique, il notifie par écrit son intention de classer l'affaire aux personnes éventuellement lésées. Cette notification leur donne parallèlement l'autorisation de consulter le dossier et d'en demander copie.

Les personnes éventuellement lésées disposent d'un délai d'un mois à compter de la notification de l'intention de classer l'affaire pour faire part de leurs observations, y compris les propositions d'investigations complémentaires.

Si, le cas échéant à l'issue d'une information complémentaire, le ministère public décide malgré tout de classer l'affaire, il le notifie par écrit aux personnes éventuellement lésées. Cette notification contient l'autorisation de consulter le dossier et d'en demander copie et fait état, le cas échéant, de la possibilité d'intenter une action directe et / ou de rendre plainte et de se constituer partie civile, conformément à l'article 63 du Code d'instruction criminelle, et / ou d'engager une action au civil. ».

JUSTIFICATION

1. Il paraît logique et plus clair de grouper les dispositions concernant l'intentement de l'action publique dans une section distincte, ne comprenant pas les dispositions concernant l'information et l'instruction judiciaire.

2. Les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 28^{quater} proposé à l'article 5 du projet forment, dans le présent amendement, l'article 47 proposé, étant entendu qu'à l'alinéa 1^{er}, l'exigence de conformité aux directives de politique criminelle

N° 19 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 6

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. — In hetzelfde Wetboek in hoofdstuk IV van boek I, wordt een afdeling III ingevoegd, waarin artikel 47 wordt vervangen door de volgende artikelen :

« Afdeling III. — De instelling van de strafvordering

Art. 47. — Het openbaar ministerie oordeelt of het opportuun is te vervolgen. Het oefent de strafvordering uit op de wijze door de wet bepaald.

Art. 47bis. — Wanneer het openbaar ministerie, buiten de gevallen van de artikelen 32 en 46, door een aangifte of op enige andere wijze verneemt dat er een misdaad of een wanbedrijf in zijn arrondissement is gepleegd of dat iemand (die van een misdaad of een wanbedrijf verdacht wordt), zich in zijn arrondissement bevindt, kan het vorderen dat de onderzoeksrechter een onderzoek zal bevelen en zelfs dat hij zich zo nodig ter plaatse zal begeven, ten einde aldaar alle nodige processen-verbaal op te maken, zoals bepaald is in het hoofdstuk « Onderzoekrechters ».

Art. 47ter. — Wanneer het openbaar ministerie het instellen van de strafvordering ongewenst acht, deelt het schriftelijk zijn voornemen om de zaak te seponeren mee aan de mogelijke benadeelden. Tegelijkertijd verleent het hen toelating tot inzage en afschrift van het bundel.

De mogelijke benadeelden beschikken over een termijn van twee maanden vanaf de mededeling van het voornemen om te seponeren om hun opmerkingen te formuleren, daarin begrepen voorstellen tot bijkomende opsporingen.

Wanneer het openbaar ministerie, desgevallend na het voeren van een bijkomend opsporingsonderzoek, toch beslist om de zaak te seponeren, deelt het dit schriftelijk mee aan de mogelijke benadeelden. Deze mededeling bevat de toelating tot inzage en afschrift van het bundel en maakt desgevallend melding van de mogelijkheid tot rechtstreekse dagvaarding en / of klacht met burgerlijke partijstelling overeenkomstig artikel 63 van het Strafwetboek, en / of het voeren van een burgerlijk geding. ».

VERANTWOORDING

1. Het lijkt logisch en duidelijker de bepalingen aangaande de instelling van de strafvordering samen te voegen in een aparte afdeling, onderscheiden van de bepalingen aangaande het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek.

2. Lid 1 en lid 2 van het in artikel 5 van het ontwerp voorgestelde artikel 28^{quater} vormen het in dit amendement voorgestelde artikel 47, met dien verstande dat in lid 1 het vereiste van overeenstemming met de richtlijnen

définies par le ministre de la Justice en vertu de l'article 143^{ter} du Code judiciaire a été abandonnée.

On en revient ainsi au texte de l'avant-projet, qui a été établi par la Commission droit de la procédure pénale.

Il paraît plutôt malheureux d'associer, lors de son inscription dans un texte de loi, le principe d'opportunité qui relève du droit coutumier, aux directives visées à l'article 143^{ter} du Code judiciaire et ce, pour les raisons suivantes :

— L'exigence de conformité proposée évoque par trop le concept de droit d'injonction négatif général, ce qui va à l'encontre des travaux parlementaires préparatoires de la loi instituant le collège des procureurs généraux et instituant la fonction de magistrat national. Il ressort clairement de ces travaux parlementaires qu'une directive doit avoir un caractère positif. Il paraît inutile de souligner dans une directive l'obligation de principe d'engager des poursuites.

Le principe d'opportunité ne porte en effet nullement préjudice à la règle selon laquelle le ministère public doit engager les poursuites (cf. J. Matthijs « *Openbaar Ministerie* », n° 229 p. 111). L'objectif ne saurait être de déroger à cette règle au moyen de directives générales.

— Le ministre dispose d'un droit individuel d'injonction positive.

— La décision sur l'opportunité tiendra très certainement compte de la politique générale en matière de droit répressif, mais ceci ne sera qu'un seul élément de son appréciation. Selon la citation suivante du même auteur (J. Matthijs, *o.c.* n° 229 pp. 111-112), un beaucoup plus grand nombre d'éléments devront entrer en ligne de compte pour la décision sur l'opportunité, de sorte qu'il est dangereux d'affirmer qu'elle (ne) doit concorder (qu') avec les directives générales alors que, précisément, des éléments individuels propres à l'affaire peuvent conduire à une décision « non conforme » :

« La compétence de classer sans suite, compétence suprême du MP, ne repose pas que sur l'impossibilité de poursuivre tous les délits, ou sur la faible probabilité d'obtenir une condamnation ou sur l'impossibilité d'une condamnation pour cause de prescription ou parce que l'auteur n'a pas été identifié; elle ne donne pas non plus au MP le droit de ne pas poursuivre parce que l'application d'une loi existante ne serait pas opportune en soi. Le MP est uniquement compétent pour apprécier l'opportunité de l'application de la loi dans chaque cas particulier et la règle dicte qu'il doit intenter les poursuites. Si, à titre exceptionnel, le dossier est classé, la décision doit être inspirée soit par les caractéristiques du fait, soit par les caractéristiques personnelles de l'auteur, et reposer sur une notion générale de la politique répressive et des valeurs que celle-ci doit contribuer à réaliser : la cohésion d'une famille, l'unité d'une famille, l'effort personnel, la possibilité de reclassement, etc. ».

3. Le texte de l'article 47^{bis} est identique à celui de l'article 47 qui est proposé à l'article 6 du projet, à cela près que, dans la logique du projet, les mots « le procureur du Roi » sont remplacés par les mots « le ministère public ».

4. L'article 47^{ter} tend à protéger les droits de la victime.

Il prévoit tout d'abord que l'intention de classement sera communiquée d'office à la personne éventuellement lésée.

met betrekking tot het strafrechtelijke beleid, vastgesteld door de Minister van Justitie krachtens artikel 143^{ter}, van het Gerechtelijke Wetboek, wegvalt.

Op die manier wordt teruggesproken naar de tekst van het voorontwerp, opgemaakt door de Commissie strafprocesrecht.

Het lijkt eerder ongelukkig om bij de neerlegging in een wettekst van het gewoonte-rechtelijk opportuniteitsbeginsel, dit te koppelen aan de richtlijnen bedoeld in artikel 143^{ter} van het Gerechtelijke Wetboek en wel om volgende redenen :

— Het voorgestelde conformiteitsvereiste roept te zeer het beeld van een algemeen negatief injunctierecht op, in strijd met de parlementaire voorbereiding van de wet tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat. Uit deze parlementaire voorbereiding blijkt duidelijk dat een richtlijn een positieve strekking moet hebben. Het lijkt ons zinloos in een richtlijn de principiële verplichting om de vervolging in te stellen, te beklemtonen.

Het opportuniteitsbeginsel doet immers niets af van de regel dat het openbaar ministerie de vervolging moet instellen (cf. J. Matthijs « *Openbaar Ministerie* », n° 229, blz. 111). Het kan noch mag de bedoelig zijn om hiervan af te wijken door middel van algemene richtlijnen.

— De Minister beschikt over een individueel positief injunctierecht.

— De opportuniteitsbeslissing zal zeer zeker rekening houden met het algemene strafrechtelijke beleid, doch dit zal slechts één element van de beoordeling zijn. De opportuniteitsbeslissing moet blijkens volgend citaat van de zelfde auteur (J. Matthijs, *o.c.*, n° 229, blz. 111-112) met veel meer elementen rekening houden, zodat het gevaarlijk is te stellen dat ze met (alleen maar) de algemene richtlijnen moet overeenstemmen, nu individuele elementen eigen aan de zaak precies kunnen leiden tot een beslissing die « niet overeenkomstig » is :

« De bevoegdheid tot seponeren, « koninginnestuk » van de bevoegdheden van het OM berust niet enkel op de onmogelijkheid om alle misdrijven te vervolgen, of op de geringe kans om een veroordeling te verkrijgen of op de onmogelijkheid van een veroordeling wegens verjaring of omdat de dader onbekend gebleven is; evenmin geeft zij aan het OM het recht niet te vervolgen omdat de toepassing van een bestaande wet op zich zelf niet opportuun zou zijn. Het OM is enkel bevoegd om de opportunititeit van de toepassing van de wet in elk geval afzonderlijk te beoordelen en de regel is wel dat hij de vervolging moet instellen. Als bij uitzondering wordt geseponeerd, moet het besluit daartoe ingegeven zijn door, hetzij de kenmerken van het feit, hetzij de kenmerken van de persoon van de dader, en berusten op een algemeen inzicht in de strafpolitiek en de waarden die deze moet helpen verwezenlijken; de samenhang van een familie, de eenheid van een gezin, persoonlijke inspanning, mogelijkheid van reclassering, en dergelijke meer »

3. De tekst van artikel 47^{bis} is dezelfde als deze van artikel 47, voorgesteld in artikel 6 van het ontwerp, met dien verstande dat, conform de logica van het ontwerp, de woorden « de procureur des Konings » vervangen worden door de woorden « het openbaar ministerie ».

4. Artikel 47^{ter} beoogt de rechten van het slachtoffer te beschermen.

In de eerste plaats voorziet het de ambtshalve mededeling van het voornemen tot seponering aan de mogelijke

Simultanément, il lui accorde l'autorisation de consulter et de copier le dossier.

De la sorte, la personne lésée pourra réagir sans que cela lui donne le droit d'exiger des investigations complémentaires. Le projet prévoit davantage de possibilités sur ce plan dans la phase de l'instruction.

La personne lésée pourra également utiliser, le cas échéant, le dossier dans le cadre d'une contestation en matière civile.

La décision de classement sera également communiquée à la personne lésée. Cette communication mentionnera les moyens d'action qui sont éventuellement encore engagés. Un texte type, adaptable le cas échéant à la nature de l'affaire en question, devra être rédigé à cette fin dans un langage compréhensible.

N° 20 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28sexies proposé, remplacer le § 1^{er} par ce qui suit :

« § 1^{er}. *Sans préjudice des dispositions des lois particulières, toute personne s'estimant lésée par un acte d'information peut en demander la levée au procureur du Roi.* ».

JUSTIFICATION

Nous faisons nôtres les remarques du Conseil d'Etat, ainsi que de plusieurs intervenants lors du récent colloque organisé à l'Université Libre de Bruxelles sur la réforme Franchimont, qui insiste que le fait que d'autres devoirs d'information qui ne concernent pas nécessairement les biens de l'intéressé pourraient cependant léser ce dernier. Pourquoi ne pas prévoir un recours, un droit de plainte à caractère général à l'égard des actes d'information qui sous quelque forme que ce soit, portent préjudice.

Il serait préférable d'utiliser la formule : « toute personne s'estimant lésée » plutôt que la formule « toute personne lésée » : le commentaire des articles parle d'ailleurs des personnes qui s'estiment lésées par un acte d'information déjà accompli. En effet, le fait de savoir si une personne est lésée ou non par l'acte d'information résultera de la décision du procureur du Roi, et éventuellement de la chambre des mises en accusation en cas d'appel (cf. § 6), lorsque l'intéressé introduit sa demande auprès du procureur du Roi c'est parce qu'il a l'impression subjective d'être lésé par l'acte d'information accompli ... Quant à savoir si cette impression correspond à un préjudice réel, ainsi que la question de l'opportunité de la levée de l'acte d'information accompli, elles seront réglées par les autorités compétentes ...

benadeelde. Tezelfdertijd wordt daarbij toelating tot inzagge en afschrift van het bundel verleend.

Op die manier kan de benadeelde reageren zonder dat dit haar/hem het recht geeft om aanvullende, bijkomende opsporingen te eisen. Het ontwerp voorziet ter zake meer mogelijkheden in de fase van het gerechtelijk onderzoek.

Meteen ook kan de benadeelde het bundel desgevallend aanwenden in een burgerlijk geding.

Ook van de beslissing tot seponering wordt mededeling gedaan aan de benadeelde. Daarbij worden de eventuele nog openstaande actiemiddelen vermeld. Daarvoor zal in een bevattelijke taal een modeltekst moeten uitgewerkt worden, desgevallend aan te passen aan de aard van de individuele zaak.

G. BOURGEOIS

N° 20 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28sexies, § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. *Onverminderd de bepalingen in de bijzondere wetten, kan een ieder die zich geschaad acht door een opsporingshandeling, de procureur des Konings om de opheffing ervan verzoeken.* ».

VERANTWOORDING

Wij sluiten ons aan bij de opmerkingen van de Raad van State en de commentaar van verscheidene sprekers die onlangs in de *Université Libre de Bruxelles* het woord hebben gevoerd tijdens het colloquium over de hervorming-Franchimont. De tekst in ontwerp onderstreept dat andere onderzoeksverrichtingen, die niet noodzakelijk betrekking hebben op de goederen van de betrokkene, hem niettemin kunnen schaden. Waarom dan niet voorzien in een mogelijkheid van beroep, een recht om een in algemene bewoordingen geformuleerde klacht in te dienen in verband met de opsporingshandelingen, die in welke vorm ook schade berokkenen ?

Het ware derhalve verkieslijker « die zich geschaad acht » te gebruiken in plaats van « die geschaad wordt »; de commentaar bij de artikelen maakt overigens gewag van personen die zich geschaad achten door een al gestelde opsporingshandeling. Het feit of iemand al dan niet geschaad wordt door de opsporingshandeling, moet worden bepaald bij beslissing van de procureur des Konings, eventueel van de kamer van inbeschuldigingstelling indien beroep wordt aangetekend (zie § 6). Als de betrokkene bij de procureur des Konings een verzoekschrift indient, doet hij dat omdat hij subjectief aanvoelt dat hij door de gestelde opsporingshandeling wordt geschaad; de bevoegde overheid moet vervolgens beslissen of die indruk beantwoordt aan werkelijk geleden schade en of de gestelde opsporingshandeling moet worden opgeheven.

N° 21 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28sexies proposé, au § 3, remplacer le second alinéa par ce qui suit :

« Il peut accorder la levée de l'acte d'information, ou en accorder seulement une levée partielle ou assortie de conditions. Toute personne qui ne respecte pas les conditions fixées est punie conformément à l'article 507bis du Code pénal. ».

JUSTIFICATION

1. Le texte du § 3 de l'article 28sexies proposé ne fait pas référence à la possibilité pour les procureur du Roi de lever purement et simplement l'acte d'information visé par la requête.

Il nous semble aller de soi qu'une telle possibilité doit être envisagée et doit dès lors figurer textuellement au § 3 de l'article 28sexies du Code d'instruction criminelle.

2. En ce qui concerne la référence à l'article 507 du Code pénal, le Conseil d'Etat avait suggéré soit de compléter l'article 507 ou de prévoir une disposition pénale distincte concernant le non-respect des conditions imposées.

Force est de constater que le gouvernement ne répond pas à la demande du Conseil d'Etat; il nous semble que l'on pourrait introduire un amendement en vue de créer un article 507bis relatif à l'infraction de non-respect des conditions posées à la levée d'un acte d'information (ou d'instruction).

Nous proposons dès lors d'introduire dans le Code pénal (via un autre amendement) un article 507bis auquel nous faisons dès lors référence dans le § 3 de l'article 28sexies proposé.

N° 22 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28sexies proposé, remplacer le § 4 par ce qui suit :

« § 4. La décision du procureur du Roi peut faire l'objet d'un recours devant la chambre des mises en accusation dans les quinze jours de la notification de la décision au requérant.

Le recours visé à l'alinéa précédent est formé par une déclaration faite au greffe du tribunal de première instance et inscrite dans un registre ouvert à cet effet. ».

JUSTIFICATION

Le Conseil d'Etat a vivement regretté que la commission pour le droit de la procédure pénale n'utilise pas le terme de « recours » : pour le Conseil d'Etat, il s'agit bel et bien d'un recours dans la mesure où la chambre des mises en accusation peut être saisie suite à la décision prise par le procureur du Roi.

N° 21 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28sexies, § 3, het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Hij kan de opheffing van de opsporingshandeling toestaan, dan wel alleen een gedeeltelijke of voorwaardelijke opheffing ervan. Een ieder die de vastgelegde voorwaarden niet naleeft, wordt gestraft overeenkomstig artikel 507bis van het Strafwetboek. ».

VERANTWOORDING

1. De tekst van het voorgestelde artikel 28sexies, § 3, voorziet niet in de mogelijkheid dat de procureur des Konings de in het verzoek bedoelde opsporingshandeling zonder meer kan opheffen.

Ons inziens spreekt het voor zich dat een dergelijke mogelijkheid moet worden overwogen. Een en ander behoort dus ook expliciet te worden opgenomen in artikel 28sexies, § 3, van het Wetboek van Strafvordering.

2. In verband met de verwijzing naar artikel 507 van het Strafwetboek heeft de Raad van State gesuggereerd artikel 507 aan te vullen, dan wel te voorzien in een aparte strafbepaling met betrekking tot het niet-eerbiedigen van de opgelegde voorwaarden.

Feit is evenwel dat de regering niet ingaat op de suggestie van de Raad van State. Volgens ons valt de indiening van een amendement te overwegen, om een artikel 507bis in te voegen. Dat zou het niet-eerbiedigen van de bij de opheffing van een opsporings- of onderzoeksverrichting opgelegde voorwaarden strafbaar stellen.

We stellen daarom voor om (via een ander amendement) in het Strafwetboek een artikel 507bis in te voegen. De tekst van het voorgestelde artikel 28sexies, § 3, moet derhalve naar dat artikel 507bis verwijzen.

N° 22 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28sexies, § 4 vervangen door wat volgt :

« § 4. Tegen de beslissing van de procureur des Konings kan beroep worden ingesteld bij de kamer van inbeschuldigingstelling, binnen veertien dagen na de kennisgeving van de beslissing aan de verzoeker.

Het in het vorige lid bedoelde beroep wordt ingesteld door een verklaring gedaan op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg en ingeschreven in een daartoe bestemd register. ».

VERANTWOORDING

De Raad van State heeft betreurd dat de « Commissie Strafprocesrecht » het begrip « beroep » niet hanteert. De Raad vindt dat het hier wel degelijk om een beroep gaat, aangezien bij de kamer van inbeschuldigingstelling in beroep kan worden gegaan tegen een beslissing van de procureur des Konings.

La commission, quant à elle, justifiait le non emploi du terme « recours » par le fait que la faculté de saisir la chambre des mises ne constitue pas un recours au sens juridique du terme dans la mesure où la décision du procureur du Roi ne constitue pas une décision juridictionnelle susceptible de recours.

Il nous semble qu'il serait préférable, malgré les remarques de la commission pour le droit de la procédure pénale, d'utiliser le terme de « recours » afin de rendre plus explicite le texte du § 4; c'est la raison pour laquelle nous nous proposons de déposer un amendement allant dans le sens des remarques formulées par le Conseil d'Etat qui proposait que le § 4 soit rédigé de la manière suivante : « En cas de rejet de la requête, cette décision peut faire l'objet d'un recours devant la chambre des mises en accusation, (...) »

Le recours est formé par une déclaration ... ».

N° 23 DE M. BARZIN

(En ordre principal)

Art. 5

A l'article 28sexies proposé, remplacer le § 5 par ce qui suit :

« § 5. L'absence de décision du procureur du Roi dans le délai prévu au § 2, alinéa 2, équivaut à une levée pure et simple de l'acte d'information visé par la requête. ».

JUSTIFICATION

Dans la mesure où le procureur du Roi bénéficie déjà du privilège de se prononcer sur un acte qu'il a lui-même posé, nous estimons que l'absence de réaction du procureur à une requête qui lui est adressée par une personne s'estimant gravement lésée par l'acte que le parquet a accompli devrait correspondre à une autorisation de main-levée de l'acte d'information. Comme le souligne elle-même la commission pour le droit de la procédure pénale, « dans certains cas, comme la saisie d'êtres vivants (oiseaux exotiques ou bétail par exemple) ou de machines professionnelles, l'absence de décision peut entraîner un dommage considérable (...) ».

Considérer le contraire, et assimiler l'absence de réaction du procureur du Roi à un rejet pur et simple de la requête revient, de plus, à priver le préjudicié du droit qu'il doit avoir de faire examiner concrètement, et quant au fond, l'objet de sa demande.

Dans les parquets où l'on est surchargé de travail, et vraisemblablement dans ceux où on ne l'est pas nécessairement, il ne fait aucun doute que l'on s'abstiendra volontairement, ou même involontairement — sachant que la soupe existe —, de répondre à la demande faite par la personne s'estimant préjudiciée par l'acte d'information posé.

Lorsque l'on prévoit un droit — en l'espèce celui de demander la levée d'un acte d'information causant préjudice — il faut aussi prévoir un texte et des modalités qui en fassent un réel droit et qui le rendent effectif !

De commissie voerde ter rechtvaardiging van het niet-hanteren van het begrip « beroep » aan dat de mogelijkheid om de kamer van inbeschuldigingstelling te adieren geen hoger beroep (in de juridische zin van het woord) inhoudt, aangezien de beslissing van de procureur des Konings geen jurisdictionele beslissing is en derhalve niet vatbaar is voor hoger beroep.

Wij vinden het verkieslijker het begrip « beroep » te hanteren, niettegenstaande de opmerkingen van de « Commissie Strafprocesrecht ». Zo wordt de tekst van § 4 expliciet verwoord. Om die reden willen we een amendement indienen, in het verlengde van de door de Raad van State geformuleerde opmerking om § 4 als volgt te redigeren : « In geval van afwijzing van het verzoek kan tegen die beslissing beroep worden ingesteld bij de kamer van inbeschuldigingstelling, ... »

Het beroep wordt ingesteld door een verklaring ... ».

N° 23 VAN DE HEER BARZIN

(In hoofdorde)

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28sexies, § 5 vervangen door wat volgt :

« § 5. Ingeval de procureur des Konings geen beslissing heeft genomen binnen de bij § 2, tweede lid, bepaalde termijn, houdt zulks in dat de in het verzoek bedoelde opsporingshandeling zonder meer wordt opgeheven. ».

VERANTWOORDING

De procureur des Konings beschikt al over het voorrecht om zich uit te spreken over een handeling die hijzelf heeft gesteld. Als de procureur niet ingaat op een verzoek van iemand die zich erg geschaad acht door de handeling die het parket heeft verricht, zou dat volgens ons moeten inhouden dat opheffing van de opsporingshandeling wordt verleend. De « Commissie Strafprocesrecht » stipt het zelf aan : « In bepaalde gevallen, zoals het beslag op levende wezens (bijvoorbeeld vee of exotische vogels) of op bedrijfsmachines, kan het uitblijven van deze beslissing immers aanzienlijke schade opleveren ».

Mocht worden uitgegaan van het tegendeel en mocht het uitblijven van een reactie van de procureur des Konings gelijkgesteld worden met een verwerping zonder meer van het verzoek, dan wordt de benadeelde bovendien nog het recht ontnomen om het voorwerp van zijn verzoek concreet en ten gronde te laten onderzoeken.

Het spreekt voor zich dat de parketten die overbelast zijn, maar wellicht ook die met wat meer mogelijkheden ter zake, op grond van het feit dat er een uitweg bestaat vrijwillig (of zelfs onvrijwillig) geen gevolg zullen geven aan het verzoek van personen die zich benadeeld achten door gestelde opsporingshandelingen.

Wanneer voorzien wordt in een recht, om met name de opheffing te vragen van een onderzoekshandeling die schade toebrengt, behoort eveneens te worden voorzien in een tekst en in de nadere regels die er een reëel en daadwerkelijk recht van maken.

Nous proposons par conséquent de déposer un amendement assimilant l'absence de réaction du procureur du Roi à une main-levée de l'acte d'information visé par la requête (on pourrait éventuellement prévoir un recours au bénéfice du parquet, mais il semble assez absurde d'autoriser le parquet à exercer un recours contre sa propre décision, en tout cas par voie d'assimilation).

N° 24 DE M. BARZIN
(En ordre subsidiaire)

Art. 5

A l'article 28sexies, remplacer le § 5 par ce qui suit :

« § 5. *Si le procureur du Roi n'a pas statué dans le délai prévu au § 2, alinéa 2, le requérant peut introduire un recours devant la chambre des mises en accusation. Le recours visé à l'alinéa précédent est formé par une déclaration faite au greffe du tribunal de première instance et inscrite dans un registre ouvert à cet effet.* »

JUSTIFICATION

Si notre premier amendement au § 5 de l'article 28sexies n'est pas accepté, il nous semble qu'il sera cependant nécessaire de mettre en concordance sur le plan légistique les paragraphes 4 et 5 de l'article 28sexies en projet.

N° 25 DE M. BARZIN

Art. 5

Supprimer l'article 28septies proposé.

JUSTIFICATION

C'est d'abord par principe que nous nous opposons à toute forme de chevauchement entre la phase d'information et la phase d'instruction. Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'exprimer, dans notre esprit, l'information doit rester l'information, c'est-à-dire une phase de la procédure pénale n'impliquant aucun acte de contrainte, à l'opposé de l'instruction.

Nous estimons qu'il n'est pas acceptable que le parquet dispose d'un droit de réquisition à l'égard du juge d'instruction, auquel on souhaite par ailleurs enlever la qualité d'officier de police judiciaire afin de le soustraire au contrôle du parquet.

Enfin, si on analyse les limites posées par le texte même de l'article 28septies proposé (à savoir, l'exclusion du mandat d'arrêt, des écoutes téléphoniques, des perquisitions, et la possibilité pour le juge d'instruction de décider souverainement, une fois l'acte d'instruction accompli, de traiter

Wij stellen derhalve een amendement voor waarbij het uitblijven van een reactie van de procureur des Konings gelijkgesteld wordt met een opheffing van de in het verzoek bedoelde opsporingshandeling (ter zake zou kunnen worden bepaald dat het parket beroep kan aantekenen, maar het lijkt vrij absurd dat het parket tegen zijn eigen beslissing in beroep zou mogen gaan, al was het maar via gelijkstelling).

N° 24 VAN DE HEER BARZIN
(In bijkomende orde)

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28sexies, § 5 vervangen door wat volgt :

« § 5. *Ingeval de procureur des Konings geen beslissing heeft genomen binnen de bij § 2, tweede lid, bepaalde termijn, kan de verzoeker beroep instellen bij de kamer van inbeschuldigingstelling. Het in het vorige lid bedoelde beroep wordt ingesteld door een verklaring gedaan op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg en ingeschreven in een daartoe bestemd register.* »

VERANTWOORDING

Mocht ons amendement n° 22 op artikel 28, § 5, niet worden aangenomen, dan behoren de §§ 4 en 5 van het artikel 28sexies in ontwerp ons inziens wetgevingstechnisch niettemin op elkaar te worden afgestemd.

N° 25 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

Het voorgestelde artikel 28septies weglaten.

VERANTWOORDING

Wij zijn in de eerste plaats principieel gekant tegen elke vorm van overlapping tussen de fase van het opsporingsonderzoek en de fase van het gerechtelijk onderzoek. Zoals we trouwens reeds hebben kunnen toelichten, moet het opsporingsonderzoek naar onze mening strikt afgescheiden blijven : het is een fase van de strafrechtspleging die, in tegenstelling tot het gerechtelijk onderzoek, geen enkele dwangmaatregel mag inhouden.

Wij achten het onaanvaardbaar dat het parket beschikt over een vorderingsrecht ten aanzien van de onderzoeksrechter. Wij wensen de onderzoeksrechter trouwens te ontdoen van zijn hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie teneinde hem te onttrekken aan de controle van het parket.

Bij de analyse van de beperkingen die in de tekst zelf van het voorgestelde artikel 28septies worden voorgesteld (met name de uitsluiting van het bevel tot aanhouding, telefoontaps, huiszoekingen en de mogelijkheid voor de onderzoeksrechter om soeverein te beslissen of hij, nadat

toute l'enquête pénale lui-même), nous finissons par douter de l'utilité et de l'efficacité d'une telle disposition dans notre Code d'instruction criminelle.

N° 26 DE M. BARZIN

Art. 7

A l'article 56 proposé, au § 1^{er}, compléter le deuxième alinéa par ce qui suit :

« Il veille en outre à ce que l'instruction s'exerce dans le respect des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, de la Constitution, de la loi et des principes généraux du droit. »

JUSTIFICATION

L'exposé des motifs a raison de préciser que l'instruction doit évidemment s'exercer dans le respect des conventions internationales des droits de l'homme, de la Constitution, de la loi et des principes généraux du droit; mais on est un peu déçu lorsque l'on lit : « dans une réforme plus globale de la procédure pénale, la référence explicite à ces normes pourrait être inscrite dans un titre général préliminaire ».

Même s'il s'agit de la référence à de grands principes, cette référence n'en reste pas moins fondamentale et mériterait surtout d'être concrétisée dès à présent, sans attendre une réforme plus globale de la procédure pénale (aussi éloignée qu'hypothétique).

N° 27 DE M. BARZIN

Art. 7

A l'article 57 proposé, au § 2, entre l'alinéa premier et l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« Le juge d'instruction ou tout service de police qui a interrogé une personne l'informe du droit qu'elle a de demander une copie du procès-verbal de son audition. »

JUSTIFICATION

Cet alinéa est ajouté en vue de *garantir l'effectivité et l'efficacité* du droit consacré par le nouvel article 57 du Code d'instruction criminelle.

N° 28 DE M. BARZIN

Art. 7

A l'article 57 proposé, au § 2, remplacer le second alinéa par ce qui suit :

hij de gevorderde onderzoeksdaad heeft uitgevoerd, het gehele strafonderzoek verder behandelt), beginnen we trouwens te twijfelen aan het nut en de doeltreffendheid van een soortgelijke bepaling in ons Wetboek van Strafvordering.

N° 26 VAN DE HEER BARZIN

Art. 7

In het voorgestelde artikel 56, § 1, het tweede lid aanvullen met wat volgt :

« Hij waakt er bovendien over dat bij het gerechtelijk onderzoek de internationale verdragen betreffende de rechten van de mens, de Grondwet, de wet en de algemene rechtsbeginselen worden geëerbiedigd. »

VERANTWOORDING

In de memorie van toelichting wordt terecht vermeld dat het gerechtelijk onderzoek vanzelfsprekend moet worden gevoerd met eerbied voor de internationale verdragen betreffende de rechten van de mens, de Grondwet, de wet en de algemene rechtsbeginselen; wij zijn evenwel wat ontgoocheld wanneer we lezen dat « bij een meer algehele hervorming van het strafprocesrecht (...) een uitdrukkelijke verwijzing naar deze normen (zou) kunnen worden ingevoegd in een algemene voorafgaandelijke titel ».

Ook al betreft het een verwijzing naar grote principes, toch blijft het een fundamentele referentie die verdient onmiddellijk te worden verwezenlijkt, zonder dat een meer algemene hervorming van de strafrechtspleging wordt afgewacht (die even veraf als hypothetisch is).

N° 27 VAN DE HEER BARZIN

Art. 7

In het voorgestelde artikel 57, § 2, tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid invoegen :

« De onderzoeksrechter of elke politiedienst die een persoon ondervraagd heeft, wijst die persoon op zijn recht om een kopie van het proces-verbaal van zijn verhoor te vragen. »

VERANTWOORDING

Dit lid wordt toegevoegd teneinde de *effectiviteit en de doeltreffendheid te waarborgen* van het recht dat in het nieuwe artikel 57 van het Wetboek van Strafvordering wordt vastgelegd.

N° 28 VAN DE HEER BARZIN

Art. 7

In het voorgestelde artikel 57, § 2, het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Toutefois, en raison du danger de collusion ou de danger que peuvent courir les victimes ou des tiers, le juge d'instruction peut retarder le moment de cette communication pendant un délai de six mois non renouvelable. »

JUSTIFICATION

Le Conseil d'Etat a fait remarquer que la notion de *circonstances graves et exceptionnelles* n'était pas définie de manière suffisamment précise dans le projet de loi.

On peut cependant dans le commentaire des articles trouver des précisions quant à cette notion : il s'agit du danger de collusion entre les différents coïnculpés ou du danger que peuvent courir les victimes ou des tiers.

Pour des raisons de sécurité juridique, et afin de limiter le pouvoir d'appréciation du juge d'instruction, nous estimons que le texte de l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 57 doit mentionner *expressis verbis*, et de manière limitative, les raisons pour lesquelles le juge d'instruction peut décider de retarder le moment de la communication de la copie du procès-verbal d'audition.

Nous pensons qu'il est bon de permettre aux enquêteurs de disposer du temps nécessaire pour organiser des interrogatoires et des confrontations sans que les intéressés aient l'occasion de relire leur déclaration antérieure ou celle d'autres personnes; cependant, nous estimons qu'il ne faut pas laisser à la libre appréciation du juge d'instruction la notion de *circonstances graves et exceptionnelles* qui peuvent justifier le retard dans la communication de la copie du procès-verbal d'audition.

Nous pensons qu'il convient également de supprimer la possibilité de renouveler ce délai de six mois en raison du fait que :

— le fait de disposer d'une copie du procès-verbal de son audition est un droit consacré par l'article 57 du Code d'instruction criminelle;

— la possibilité de retarder la remise de cette copie doit rester l'exception.

N° 29 DE M. BARZIN

Art. 7

A l'article 57 proposé, au § 5, supprimer la dernière phrase.

JUSTIFICATION

En ce qui concerne les avocats, nous estimons que le droit qu'ils ont de donner des éléments d'information à la presse ne doit pas être mentionné au paragraphe 5 pour les raisons suivantes :

— on peut demander si les avocats sont tenus au secret de l'instruction et soumis à la nouvelle infraction prévue par le paragraphe 4 de l'article 57 proposé;

— l'invocation à l'appui de la mention du droit des avocats de communiquer des éléments d'information à la presse, du principe de l'égalité des armes entre parties au procès ne nous convainc pas davantage : nous ne sommes

« Zo er evenwel risico is voor collusie of zo de slachtoffers of derden gevaar lopen, kan de onderzoeksrechter het tijdstip van deze mededeling uitstellen voor een niet hernieuwbare termijn van zes maanden. »

VERANTWOORDING

De Raad van State heeft opgemerkt dat het begrip « ernstige en uitzonderlijke omstandigheden » in het wetsontwerp niet eenduidig genoeg is omschreven.

In het commentaar bij de artikelen wordt dat begrip evenwel toegelicht : het gaat om mogelijke collusie tussen de diverse medebeschuldigten of om het gevaar dat de slachtoffers of derden kunnen lopen.

Wij zijn de mening toegedaan dat, ter wille van de rechtszekerheid en teneinde de beoordelingsbevoegdheid van de onderzoeksrechter te beperken, de tekst van artikel 57, § 2, tweede lid, *expressis verbis* een limitatieve opsomming moet geven van de redenen waarom de onderzoeksrechter kan beslissen het tijdstip waarop de kopie van het proces-verbaal van het verhoor wordt medegegeeld, uit te stellen.

Wij zijn van oordeel dat de speurders de nodige tijd moet worden gegund om verhoren en confrontaties te organiseren, zonder dat de betrokkenen de kans krijgen hun vorige verklaring of die van andere personen erop na te lezen; wij vinden evenwel dat over het bestaan van « ernstige en uitzonderlijke omstandigheden » (die het uitstel van de mededeling van de kopie van het proces-verbaal van het verhoor kunnen wettigen), niet vrij mag worden geoordeeld door de onderzoeksrechter.

Ons inziens behoort ook de mogelijkheid om die termijn met zes maanden te verlengen te worden opgeheven, en wel om volgende redenen :

— het feit dat men kan beschikken over een kopie van het proces-verbaal van zijn verhoor, is een recht dat is vastgelegd in artikel 57 van het Wetboek van Strafvordering;

— de mogelijkheid om de mededeling van die kopie uit te stellen, moet een uitzondering blijven.

N° 29 VAN DE HEER BARZIN

Art. 7

In het voorgestelde artikel 57, § 5, de laatste zin weglaten.

VERANTWOORDING

Wat de raadslieden betreft, menen wij dat hun recht op het geven van informatie aan de pers niet vermeld moet worden in paragraaf 5 omdat :

— men zich kan afvragen of de raadslieden door het geheim van het gerechtelijk onderzoek gebonden zijn en of het nieuwe misdrijf als bedoeld in paragraaf 4 van het voorgestelde artikel 57 op hen van toepassing is;

— het aanvoeren van het beginsel van de gelijkheid van wapens tussen de partijen in het geding tot staving van de vermelding van het recht van de raadslieden om informatie aan de pers mee te delen, ons evenmin overtuigt : we

pas au stade du jugement, nous sommes au stade de l'instruction;

— les avocats ont eu, ont et auront toujours le droit de s'exprimer et de donner des éléments d'information à la presse dans l'intérêt de leur client, l'obligation de respecter le droit à la vie privée, à la présomption d'innocence ainsi que l'obligation de respecter la déontologie vont de soi ... L'avocat qui ne respecterait pas ces principes et sa déontologie engagerait sa responsabilité !

Toutes ces raisons nous poussent à penser qu'il convient d'amender le paragraphe 5 de l'article 57 proposé en supprimant la dernière phrase de ce paragraphe.

N° 30 DE M. BARZIN

(En ordre principal)

Art. 11

A l'article 61^{ter} proposé, remplacer le § 3 par ce qui suit :

« § 3. *Le juge d'instruction statue sur la recevabilité de la requête visée au paragraphe 2 du présent article. Si la requête est recevable, le juge d'instruction se prononce sur le fondement de celle-ci. Il interdit la communication du dossier ou de certaines pièces, si les nécessités de l'instruction le requièrent ou si la communication présente un danger pour les personnes ou porte gravement atteinte à la vie privée.* »

JUSTIFICATION

Comme le précise le commentaire du projet de loi relatif au paragraphe 3 de l'article 61^{ter}, il convient de faire clairement la distinction entre le contrôle exercé par le juge d'instruction en ce qui concerne la recevabilité de la requête (c'est-à-dire la vérification par le juge d'instruction du fait que cette requête est bien déposée par la partie civile, l'inculpé ou la personne assimilée à l'inculpé, la vérification du fait que cette requête est bien introduite un mois après la constitution de partie civile ou l'inculpation) et le contrôle du juge d'instruction en ce qui concerne le fondement de cette requête.

A cet égard, comme l'a fait remarquer le Conseil d'Etat, si les nécessités de l'instruction le requièrent ou s'il y a danger pour les personnes, ou si la communication porte gravement atteinte à la vie privée des personnes, le juge d'instruction n'aura pas la faculté mais bien l'obligation d'interdire la communication du dossier ou de certaines pièces de celui-ci.

N° 31 DE M. BARZIN

(En ordre subsidiaire)

Art. 11

A l'article 61^{ter} proposé, remplacer le § 3 par ce qui suit :

bevinde ons immers niet in het stadium van de berechting, maar in het stadium van het gerechtelijk onderzoek;

— de raadslieden het recht om in het belang van hun cliënt informatie aan de pers te geven altijd hebben gehad, nog steeds hebben en altijd zullen blijven hebben; de verplichting tot eerbiediging van het recht op een privé-leven, het vermoeden van onschuld alsook de verplichting tot eerbiediging van de deontologie zijn vanzelfsprekend ... De advocaat die deze principes en zijn deontologie niet zou eerbiedigen, zou zijn verantwoordelijkheid op het spel zetten !

Om al deze redenen menen wij dat het passend is paragraaf 5 van het voorgestelde artikel 57 te amenderen en de laatste zin van deze paragraaf te schrappen.

N° 30 VAN DE HEER BARZIN

(In hoofdorde)

Art. 11

In het voorgestelde artikel 61^{ter}, § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. *De onderzoeksrechter doet uitspraak over de ontvankelijkheid van het verzoekschrift bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel. Als het verzoekschrift ontvankelijk is, spreekt de onderzoeksrechter zich uit over de gegrondheid ervan. Hij verbiedt de inzage van het dossier of van bepaalde stukken indien het onderzoek dit vereist of indien die inzage een gevaar zou opleveren voor personen of een ernstige inbreuk op hun privé-leven zou betekenen.* »

VERANTWOORDING

Zoals wordt gepreciseerd in de bespreking die in het wetsontwerp over paragraaf 3 van artikel 61^{ter} wordt gegeven, moet een duidelijk onderscheid worden gemaakt tussen de door de onderzoeksrechter uitgeoefende controle betreffende de ontvankelijkheid van het verzoekschrift (dat wil zeggen dat de onderzoeksrechter moet nagaan of dat verzoekschrift wel door de burgerlijke partij, de in verdenkinggestelde of de met hem ter zake gelijkgestelde persoon is ingediend en of het niet vroeger dan één maand na de burgerlijke partijstelling of de in verdenkingstelling werd ingediend) en de door de onderzoeksrechter uitgeoefende controle betreffende de gegrondheid van dat verzoekschrift.

Zoals de Raad van State in dat verband heeft opgemerkt, heeft de onderzoeksrechter niet het recht maar wel de verplichting de inzage van het dossier of van bepaalde stukken ervan te verbieden indien het onderzoek dit vereist of indien inzage een gevaar zou opleveren voor personen of een ernstige inbreuk op hun privé-leven zou betekenen.

N° 31 VAN DE HEER BARZIN

(In bijkomende orde)

Art. 11

In het voorgestelde artikel 61^{ter}, § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. *Le juge d'instruction statue sur la recevabilité de la requête visée au paragraphe 2 du présent article.*

Si la requête est recevable, le juge d'instruction se prononce sur le fondement de celle-ci.

Le juge d'instruction interdit la communication du dossier ou de certaines pièces si les nécessités de l'instruction le requièrent.

Il peut interdire la communication du dossier ou de certaines pièces de celui-ci si la communication présente un danger pour les personnes ou porte gravement atteinte à leur vie privée, ou s'il estime que l'inculpé ou la partie civile ne justifie pas d'un motif légitime à consulter le dossier. »

JUSTIFICATION

Cet amendement, à titre subsidiaire, propose une autre variante de rédaction du paragraphe 3, de l'article 61^{ter} qui, dans un premier temps, rend toujours compte du double contrôle exercé par le juge d'instruction sur la demande d'accès au dossier et qui, dans un second temps, fait clairement la distinction entre les raisons pour lesquelles le juge d'instruction est obligé de refuser la communication ou de certaines pièces et les raisons pour lesquelles il a la faculté d'interdire cette communication.

N° 32 DE M. BARZIN

Art. 12

A l'article 61^{quater} proposé, remplacer le § 1^{er} par ce qui suit :

« § 1^{er}. *Toute personne s'estimant lésée par un acte d'instruction peut en demander la levée au juge d'instruction. »*

JUSTIFICATION

— Nous estimons que d'autres devoirs d'instruction qui ne concernent pas nécessairement les biens de l'intéressé pourraient cependant léser ce dernier. Nous proposons dès lors de prévoir un recours, un droit de plainte à caractère général à l'égard des actes d'instruction qui, sous quelque forme que ce soit, portent préjudice.

— Par ailleurs, il serait préférable d'utiliser la formule : *toute personne s'estimant lésée* plutôt que la formule *toute personne lésée* (cette formule est d'ailleurs préférée par le commentaire des articles). En effet, le fait de savoir si une personne est lésée ou non par l'acte d'instruction résultera de la décision du juge d'instruction, et éventuellement de la chambre des mises en accusation en cas de recours. Lorsque l'intéressé introduit sa demande auprès du juge d'instruction c'est parce qu'il a l'impression subjective d'être lésé par l'acte d'information accompli ... Quant à savoir si cette impression correspond à un préjudice réel, ainsi que la question de l'opportunité de la levée de l'acte d'instruction accompli, elles seront réglées par l'autorité compétente.

« § 3. *De onderzoeksrechter doet uitspraak over de ontvankelijkheid van het verzoekschrift bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel.*

Als het verzoekschrift ontvankelijk is, spreekt de onderzoeksrechter zich uit over de gegrondheid ervan.

De onderzoeksrechter verbiedt de inzage van het dossier of van bepaalde stukken indien het onderzoek dat vereist.

Hij kan inzage van het dossier of van bepaalde stukken daaruit verbieden indien die inzage een gevaar zou opleveren voor personen of ernstig inbreuk op hun privé-leven zou maken of indien hij oordeelt dat de in verdenking gestelde of de burgerlijke partij van geen rechtmatige beweegredenen tot het raadplegen van het dossier doen blijken. »

VERANTWOORDING

Dit amendement in bijkomende orde stelt een variante voor op de formulering van paragraaf 3 van artikel 61^{ter} dat, ten eerste, altijd rekenschap geeft van de dubbele controle die de onderzoeksrechter uitoefent op het verzoek om toegang te krijgen tot het dossier en, ten tweede, een duidelijk onderscheid maakt tussen de redenen waarom de onderzoeksrechter verplicht is inzage van het dossier of van bepaalde stukken te weigeren en de redenen waarom hij de mogelijkheid heeft die inzage te weigeren.

N° 32 VAN DE HEER BARZIN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 61^{quater}, § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. *Iedere persoon die zich door een onderzoekshandeling geschaad acht, kan de onderzoeksrechter om de opheffing ervan verzoeken. »*

VERANTWOORDING

— Wij zijn van oordeel dat andere onderzoekshandelingen die niet noodzakelijk verband houden met de goederen van de betrokkene, hem niettemin kunnen schaden. Wij stellen dan ook voor dat zou worden voorzien in een rechtsmiddel, een algemeen recht om een klacht in te dienen tegen onderzoekshandelingen die, in welke vorm ook, schade berokkenen.

— De formulering « *iedere persoon zich geschaad acht* » geniet bovendien de voorkeur boven de formulering « *iedere persoon die geschaad wordt* » (in het commentaar bij de artikelen wordt trouwens de voorkeur gegeven aan die eerste formulering). Of iemand al dan niet wordt geschaad door een onderzoekshandeling, zal afhangen van de beslissing van de onderzoeksrechter en eventueel van de kamer van inbeschuldigingstelling indien beroep wordt aangetekend. Wanneer de betrokkene bij de onderzoeksrechter een verzoekschrift indient, doet hij dat omdat hij meent dat de uitgevoerde onderzoekshandeling hem schaadt ... De bevoegde overheid zal evenwel beslissen of die indruk beantwoordt aan werkelijk geleden schade en of de verrichte onderzoekshandeling moet worden opgeheven.

N° 33 DE M. BARZIN

Art. 12

A l'article 61^{quater} proposé, remplacer le § 3 par ce qui suit :

« § 3. *Le juge d'instruction peut rejeter la requête s'il estime que les nécessités de l'instruction le commandent, lorsque la levée de l'acte compromet la sauvegarde des droits des parties ou des tiers, lorsque la levée de l'acte présente un danger pour les personnes ou les biens, ou dans les cas où la loi prévoit la restitution ou la confiscation desdits biens.*

Il peut accorder une levée totale, partielle ou assortie de conditions. Toute personne qui ne respecte pas les conditions fixées est punie des peines prévues à l'article 507bis du Code pénal. »

JUSTIFICATION

L'amendement que nous proposons d'introduire au paragraphe 3 de l'article 61^{quater} proposé poursuit deux objectifs :

— qu'il soit fait référence, de manière explicite, dans ce paragraphe 3, à la possibilité qu'a le juge d'instruction d'accorder une levée totale et sans condition de l'acte d'instruction visé par la requête;

— comme nous avons déjà eu l'occasion de le préciser en ce qui concerne l'article 28^{sexies} en projet, nous estimons, avec le Conseil d'Etat, qu'il conviendrait de créer une nouvelle infraction (le non-respect des conditions assorties à la levée d'un acte d'information ou d'instruction) dans le Code pénal plutôt que de faire référence aux sanctions prévues par l'article 507 du même Code. A cet égard, l'amendement doit être lu à la lumière de notre amendement qui vise à compléter le projet par une disposition qui introduit dans notre Code pénal un article 507^{bis}.

N° 34 DE M. BARZIN

Art. 38bis (nouveau)

Insérer un article 38bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 38bis. — *Il est inséré dans le Code pénal un article 507bis, libellé comme suit :*

« Art. 507bis. — *Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, celui qui ne respecte pas les conditions fixées à la levée d'un acte d'information ou d'instruction, conformément aux articles 28^{sexies} et 61^{quater} du Code d'instruction criminelle* ». »

N° 33 VAN DE HEER BARZIN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 61^{quater}, § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. *De onderzoeksrechter kan het verzoek afwijzen, indien hij van oordeel is dat de maatregel noodzakelijk is voor het onderzoek, indien door de opheffing van de handeling de rechten van partijen of van derden in het gedrang komen, indien de opheffing van de handeling een gevaar zou opleveren voor personen of goederen, of wanneer de wet in de verbeurdverklaring of de teruggave van de betrokken goederen voorziet.*

Hij kan een gehele, gedeeltelijke of voorwaardelijke opheffing toestaan. Eenieder die de vastgelegde voorwaarden niet naleeft, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 507bis van het Strafwetboek. »

VERANTWOORDING

Het amendement waarvan wij de invoeging in § 3 van het voorgestelde artikel 61^{quater} voorstellen, heeft een dubbel doel :

— in § 3 moet uitdrukkelijk worden verwezen naar de mogelijkheid waarover de onderzoeksrechter beschikt om de volledige en onvoorwaardelijke opheffing van de in het verzoekschrift bedoelde onderzoekshandeling toe te staan;

— zoals we reeds hebben vermeld met betrekking tot het ontworpen artikel 28^{sexies}, zijn wij net als de Raad van State de mening toegedaan dat in het Strafwetboek een nieuw misdrijf moet worden opgenomen (de niet-naleving van de voorwaarden die gepaard gaan met de opheffing van een opsporingshandeling of een onderzoekshandeling) in plaats van te verwijzen naar de « straffen voorzien in artikel 507 van het Strafwetboek ». Dit amendement moet bijgevolg worden gelezen in het licht van ons amendement dat ertoe strekt het ontwerp aan te vullen met een bepaling die in ons Strafwetboek een artikel 507^{bis} invoegt.

N° 34 VAN DE HEER BARZIN

Art. 38bis (nieuw)

Een artikel 38bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 38bis. — *In het Strafwetboek wordt een artikel 507bis ingevoegd, luidend als volgt :*

« Art. 507bis. — *Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft hij die de overeenkomstig de artikelen 28^{sexies} en 61^{quater} van het Wetboek van Strafvordering opgelegde voorwaarden bij de opheffing van een opsporings- of onderzoeksverrichting niet naleeft* ». »

JUSTIFICATION

Cet amendement est la suite logique des amendements qui nous avons introduits au § 3 de l'article 28^{sexies} proposé et au § 3 de l'article 61^{quater} proposé : il nous semble en effet plus opportun de créer une nouvelle disposition pénale plutôt que de renvoyer aux peines portées par l'article 507 du Code pénal relatif, quant à lui, au saisi qui aurait détruit ou détourné, dans son intérêt, les objets saisis sur lui.

N° 35 DE M. BARZIN

(En ordre principal)

Art. 5

A l'article 28^{sexies} proposé, au § 6, remplacer l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 par ce qui suit :

« Lorsque les recours visés aux §§ 4 et 5 du présent article sont formés, le procureur du Roi transmet les pièces au procureur général qui les dépose au greffe. »

La chambre des mises en accusation statue dans les quinze jours du dépôt de la déclaration prévue aux §§ 4 et 5 du présent article. Ce délai est suspendu pendant le temps de la remise accordée à la demande du requérant ou de son conseil ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à améliorer, sur le plan légistique, le texte du paragraphe 6 de l'article 28 ^{sexies} proposé et rejoint l'amendement que nous avons déposé au paragraphe 4 et l'amendement, à titre subsidiaire, au paragraphe 5 du même article.

N° 36 DE M. BARZIN

(En ordre subsidiaire)

Art. 5

A l'article 28^{sexies} proposé, au § 6, remplacer l'alinéa 2 par ce qui suit :

« La chambre des mises en accusation statue dans les quinze jours de l'introduction du recours prévu aux §§ 4 et 5 du présent article. »

Ce délai est suspendu pendant le temps de la remise accordée à la demande du requérant ou de son conseil ».

JUSTIFICATION

L'amendement proposé vise à mettre le texte de l'alinéa 2 du paragraphe 6 en concordance avec les amende-

VERANTWOORDING

Dat amendement is de logische pendant van de amendementen die we hebben ingediend op het voorgestelde artikel 28^{sexies}, § 3, en op het voorgestelde artikel 61^{quater}.

Het is ons inziens immers weinig opportuun nieuwe strafbepalingen in te stellen; het ware meer aangewezen te verwijzen naar de straffen die zijn bepaald bij artikel 507 van het Strafwetboek, dat betrekking heeft op de beslagene die de voorwerpen waarop tegen hem beslag is gedaan, in zijn belang bedrieglijk vernietigt of wegmaakt.

N° 35 VAN DE HEER BARZIN

(In hoofdorde)

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{sexies}, § 6, het eerste en het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Wanneer het in de paragrafen 4 en 5 van dit artikel bedoelde beroep is ingesteld, zendt de procureur des Konings de stukken over aan de procureur-generaal, die ze ter griffie neerlegt. »

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen veertien dagen na de neerlegging van de in de paragrafen 4 en 5 van dit artikel bedoelde verklaring. Die termijn wordt geschorst tijdens de duur van het uitstel verleend op vraag van de verzoeker of van zijn raadsman ».

VERANTWOORDING

Met dat amendement beogen we een wetgevingstechnische verbetering van de tekst van het voorgestelde artikel 28^{sexies}, § 6. Het sluit aan bij de amendementen die we op hetzelfde artikel hebben ingediend, met name het amendement op § 4 en het amendement (in bijkomende orde) op § 5.

N° 36 VAN DE HEER BARZIN

(In bijkomende orde)

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{sexies}, § 6, het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen veertien dagen na de instelling van het in de paragrafen 4 en 5 van dit artikel bedoelde beroep. »

Die termijn wordt geschorst tijdens de duur van het uitstel verleend op vraag van de verzoeker of van zijn raadsman ».

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe de tekst van § 6, tweede lid, in overeenstemming te brengen met de

ments que nous avons introduits au paragraphe 4 et au paragraphe 5 de l'article 28^{sexies} proposé.

N° 37 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28^{bis} proposé, au § 1^{er}, remplacer l'alinéa 1^{er} par ce qui suit :

« *L'information est l'ensemble des actes destinés à rechercher les auteurs et les preuves des infractions et à rassembler les éléments utiles à l'exercice de l'action publique* ».

JUSTIFICATION

Nous souhaitons faire apparaître clairement que l'information doit se limiter aux infractions existantes et commises : le terme « rechercher » nous fait craindre une trop grande autonomie (ou « proactivité ») qui risquerait de porter gravement atteinte aux libertés fondamentales garanties par les conventions internationales et par notre Charte fondamentale (droit au respect de la vie privée, par exemple).

N° 38 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28^{ter} proposé, au § 2, supprimer les mots « agissant d'initiative ».

JUSTIFICATION

Il ne peut y avoir l'action *d'initiative* des services de police.

N° 39 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28^{ter} proposé, au § 2, supprimer les mots « par ces officiers et agents de police judiciaire et ».

JUSTIFICATION

Il nous semble que les services de police doivent avertir leur procureur du Roi qui sera le seul habilité, et donc responsable, par la transmission des informations vers ses collègues des autres parquets.

amendementen die we hebben ingediend op het voorgestelde artikel 28^{sexies}, §§ 4 en 5.

N° 37 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{bis}, § 1, het eerste lid vervangen door wat volgt :

« *Het opsporingsonderzoek is het geheel van de handelingen die ertoe strekken de daders en de bewijzen van misdrijven op te sporen en de gegevens te verzamelen die dienstig zijn voor de uitoefening van de strafvordering* ».

VERANTWOORDING

Volgens ons moet duidelijk worden aangegeven dat het opsporingsonderzoek beperkt moet blijven tot de bestaande en gepleegde misdrijven. We vrezen dat het werkwoord « opsporen » ter zake kan leiden tot teveel autonomie (of « pro-actieve » handelingen). Een en ander houdt een bedreiging in voor de fundamentele vrijheden, die zijn gegarandeerd door internationale overeenkomsten en door onze Grondwet (bijvoorbeeld het recht op de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer).

N° 38 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{ter}, § 2, de woorden « die op eigen initiatief handelen » weglaten.

VERANTWOORDING

Het is uitgesloten dat de politiediensten op eigen initiatief zouden handelen.

N° 39 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{ter}, § 2, de woorden « door de officieren en agenten van gerechtelijke politie en » weglaten.

VERANTWOORDING

Volgens ons behoren de politiediensten hun procureur des Konings te informeren. Die procureur zal dus als enige gemachtigd zijn om de informatie door te geven aan zijn collega's bij de andere parketten; hij draagt dus ook als enige verantwoordelijkheid.

N° 40 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28^{ter} proposé, au § 2, remplacer les mots « ont un intérêt pour » par le mot « concernent ».

JUSTIFICATION

La modification proposée tent à supprimer une appréciation *subjective* sur l'information ou l'instruction en cours dans un autre arrondissement judiciaire.

N° 41 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28^{quater} proposé, au 1^{er} alinéa, supprimer les mots « conformément aux directives de politique criminelle définies par le ministre de la Justice en vertu de l'article 143^{ter} du Code judiciaire. ».

JUSTIFICATION

Le magistrat du parquet doit garder son pouvoir d'appréciation dans le cadre que lui réserve la loi.

N° 42 DE M. BARZIN

Art. 5

A l'article 28^{bis} proposé, au § 1^{er}, supprimer l'alinéa 3.

JUSTIFICATION

Les responsabilités du procureur du Roi sont suffisamment précisées aux articles 28^{bis} à 28^{quater} (amendés / n°s 37 à 41). L'alinéa 3 ajoute une confusion inutile.

J. BARZIN

N° 40 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{ter}, § 2, de woorden « een belang hebben voor » vervangen door de woorden « betrekking hebben op ».

VERANTWOORDING

De voorgestelde wijziging strekt tot opheffing van een *subjectieve* inschatting van een in een ander rechterlijk arrondissement lopend opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek.

N° 41 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{quater}, eerste lid, de woorden « , overeenkomstig de richtlijnen met betrekking tot het strafrechtelijk beleid, vastgesteld door de minister van Justitie krachtens artikel 143^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek » weglaten.

VERANTWOORDING

De parketmagistraat moet zijn beoordelingsbevoegdheid behouden binnen de perken die hem bij de wet worden voorgeschreven.

N° 42 VAN DE HEER BARZIN

Art. 5

In het voorgestelde artikel 28^{bis}, § 1, het derde lid weglaten.

VERANTWOORDING

De artikelen 28^{bis} tot 28^{quater}, zoals ze werden aangepast door de amendementen n°s 37 tot 41, geven een precieze invulling van de verantwoordelijkheid van de procureurs des Konings. Het derde lid van dit artikel doet nodeloze verwarring ontstaan.